

DECLARATION D'INTERETS

Mme Martine LATARE

Cette déclaration d'intérêts est établie en application de l'article 11 de la loi organique n° 2012-1403 du 17 décembre 2012 relative à la programmation et à la gouvernance des finances publiques¹.

ACTIVITES PROFESSIONNELLES ET D'INTERET GENERAL

Mentionnez les activités professionnelles ou d'intérêt général exercées actuellement, qu'elles soient ou non rémunérées, ainsi que celles exercées au cours des cinq dernières années.

ACTIVITES PROFESSIONNELLES ACTUELLES
<ul style="list-style-type: none"> Conseillère maître à la Cour des comptes (sixième chambre) responsable de la mission de certification des comptes de la branche recouvrement du régime général de sécurité sociale (depuis 2012)
ACTIVITES PROFESSIONNELLES EXERCEES AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES
<ul style="list-style-type: none"> Directeur général adjoint de l'Agence nationale de la recherche, en charge des ressources (2010 à 2012) Secrétaire général de l'Agence nationale de la recherche (2008 à 2012) Conseillère référendaire à la Cour des comptes, (Deuxième chambre, jusqu'en 2008)
ACTIVITES D'INTERET GENERAL
Néant
ACTIVITES D'INTERET GENERAL EXERCEES AU COURS DES CINQ DERNIERES ANNEES
Néant

PARTICIPATION A DES ORGANES DIRIGEANTS

Mentionnez les participations à des organes dirigeants de toute personne morale (exemples : conseils d'entreprises, fondations, syndicats, associations, partis politiques).

NOMS DES ORGANISMES CONCERNEES ET FONCTIONS EXERCEES
Néant

¹ « Lors de leur nomination, les membres mentionnés au 1° à 4° remettent au premier président de la Cour des comptes une déclaration d'intérêts. »

PARTICIPATIONS FINANCIERES

Mentionnez les participations financières directes et actuelles dans le capital d'une société dont l'objet social est en relation avec les missions du Haut Conseil (réalisation de prévisions macroéconomiques et de finances publiques, analyse de la politique économique et budgétaire).

NATURE DU TITRE, SOCIETE, SECTEUR D'ACTIVITE
Néant

Je, soussignée Martine LATARE :

- certifie l'exactitude des renseignements indiqués dans la présente déclaration ;
- m'engage, en cas d'évolution de ma situation personnelle ou des intérêts mentionnés dans les différentes rubriques, à modifier la présente déclaration dans le mois qui suit la modification de ma situation ;
- ai pris connaissance que cette déclaration sera rendue publique sur le site Internet du Haut Conseil des finances publiques.

Fait à Paris, le 16 mars 2013